

RCS : POITIERS
Code greffe : 8602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de POITIERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 01151
Numéro SIREN : 908 212 988
Nom ou dénomination : A.C.V. FOOD

Ce dépôt a été enregistré le 23/12/2021 sous le numéro de dépôt 6407

SAS : A. C. V. FOOD

Société Anonyme par actions simplifiée

Siège social : 34 GRANDE RUE – 86 240 LIGUGE

Au capital de 11 000 euros

Registre du commerce et des sociétés de Poitiers

ACTE DE NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL

LES SOUSSIGNES :

Mr Auffray Virgile

34 Grande Rue - 86240 LIGUGÉ

Né le 25/03/1976 à Châtelleraut (86100)

Mr Yonnet Alain

34 Grande Rue - 86240 LIGUGÉ

Né le 09/11/1961 à Saintes (17100)

Mme Glémet Christine

30 Grande Rue - 86240 LIGUGÉ

Né le 31/01/1971 à Libourne (33500)

Se sont réunis à l'issue de la signature des statuts de la Société **SAS A. C. V. FOOD** pour désigner d'un commun accord le premier Directeur Général de la Société, conformément aux dispositions de l'article 20 des statuts de ladite société.

AY CG
A.V.

I – NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL :

Les soussignés nomment en qualité de Directeur Général de la société :

Monsieur Yonnet Alain – demeurant au 34 Grande Rue - 86240 LIGUGÉ, pour une durée indéterminée.

Qui n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du jour où la société aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Il affirme n'exercer aucune autre fonction, et n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

II – POUVOIR DU DIRECTEUR GENERAL :

Le Directeur général exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues à l'article 20 des statuts.

III – REMUNERATION DU DIRECTEUR GENERAL :

Le Directeur général percevra une rémunération pour l'exercice de ses fonctions dans les conditions prévues à l'article 20 des statuts.

Fait à Poitiers

Le 28/10/2021

En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Ay AV CG

YONNET Alain

En qualité de Directeur Général

Lu et approuvé

Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général

BON - POUR ACCEPTATION - DES FONCTIONS DE DIRECTEUR
GÉNÉRAL

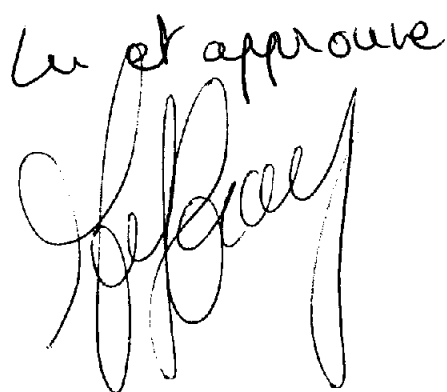


AUFFRAY Virgile

En qualité de Président

Lu et approuvé

Lu et approuvé



GLEMET Christine

En qualité d'associé

Lu et approuvé

Lu et approuvé



CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE

Société par Actions Simplifiées (SAS) en formation

Je soussigné (e) : DIALLO Samba,

Agissant au nom du Crédit Coopératif,

En tant que Directeur de l'agence de Poitiers,

Ladite banque dépositaire des fonds versés en vue de la constitution, de la société par actions simplifiée dont la dénomination sociale est A.C.V. FOOD ayant son siège social à 34 Grand Rue 86240 LIGUGE et dont le capital social est fixé à 11000 euros, divisé en 275 actions de valeur nominale de 40 euros chacune.

Vu les dispositions des articles L 227-1, L 225-3 et L 225-13 du Code de commerce,

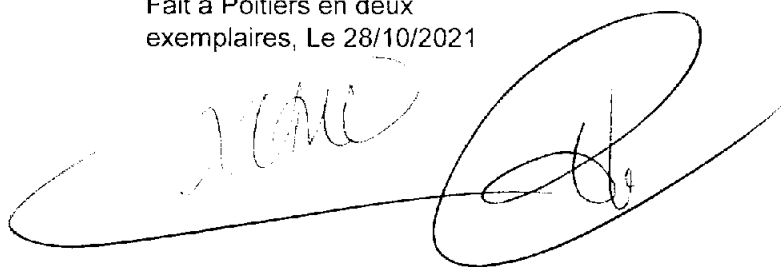
Vu la liste des souscripteurs de la Société susvisée, établie et certifiée exacte, sincère et véritable par Monsieur AUFFRAY Virgile, fondateur, et de laquelle il ressort que les 275 actions de numéraire de ladite Société, représentant un montant nominal de 40 euros ont été souscrites (56 personnes) et libérées à hauteur de 11000 euros,

Constate :

- que la liste des souscripteurs annexée au présent certificat indique pour chacun d'eux le nombre d'actions souscrites et les sommes versées ;
- que les fonds versés et déposés au compte n°08025150813 ouvert au nom de la société en formation correspondent à ceux énoncés par ladite liste et représente la somme de : 11000 euros.

En cas de non immatriculation de la société, conformément aux articles L 225-11 et L 227-1 du Code de commerce, les fonds déposés sur le compte capital en vue de la constitution de la société ne peuvent être retirés par les actionnaires que dans le délai de 6 mois à compter du dépôt des statuts au greffe.

Fait à Poitiers en deux
exemplaires, Le 28/10/2021



CREDIT COOPERATIF
6 rue Claveurier
83000 POITIERS
Tél : 01 47 24 85 00
Fax : 01 47 24 85 01

SAS : A.C.V. FOOD

Société Anonyme par actions simplifiée

Siège social : 34 Grande Rue

86 240 LIGUGE

Au capital de 11 000 euros

Registre du commerce et des sociétés de Poitiers

LES SOUSSIGNES FONDATEURS :

-Mr Auffray Virgile

34 Grande Rue - 86240 LIGUGÉ

Né le 25/03/1976 à Châtellerault (86100)

6407

n° de
dépôt



213MSI

n° de
gestion

23 DEC. 2021

n° de
facture

n° de
chronoc

-Mr Yonnet Alain

34 Grande Rue - 86240 LIGUGÉ

Né le 09/11/1961 à Saintes (17100)

-Mme Glémet Christine

30 Grand Rue - 86240 LIGUGÉ

Né le 31/01/1971 à Libourne (33500)

LES SOUSSIGNES ASSOCIES :

-Mr Bourdeilh Yoann

C/o Mme Glémet Christine

30 Grande Rue - 86240 LIGUGÉ

Né le 21/06/2000 à La Rochelle (17000)

44. A.V. C.G.

-Mme ROVIRA Florence

30 Grande Rue – 86 240 LIGUGE

Né le 27/04/1967 à Thouars (79100)

-Mme Biju Christèle

20 chemin de Beaurepaire - 86540 THURÉ

Née le 13/09/1974 à Châtelleraut (86100)

-Mme Douard Anne-Marie

Lieu-dit Prémecin - 69840 CENVES

Née SALIBA le 14/04/1964 à Bône (Algérie – 23000)

-Mr Béhar Pascal

Chemin de l'Abattoir - 86240 LIGUGÉ

Né le 03/09/1963 à Saint Mandé (94160)

-Mme Marquis Flore

23 boulevard Sous-Blossac - 86000 POITIERS

Née le 24/04/1980 à Poitiers (86000)

-Mme Durand Marjorie

87 rue du Docteur Charcot - 92000 NANTERRE

Née LOISELEUR le 15/10/1985 à Chartres (28000)

-Mme Riblet Vanessa

17 rue du Chatelot - 25440 ABBANS DESSUS

Née le 28/08/1985 à Remiremont (88200)

-Mme Riblet Corinne

3 rue de l'abbaye - 25250 LANTHENANS

Née VIGNERON le 01/10/1959 à Selles (70210)

A4 A.V. C.G.

-Mr Riblet Patrice

3 rue de l'abbaye - 25250 LANTHENANS

Né le 10/03/1950 à Mirecourt (88500)

-Mr Guillaumin Yves

16 rue de la Mairie - 18110 St Eloy de Gy

Né le 07/03/1960 à Bourges (18000)

-Mme Dhenain Claire

23 rue d'Abbeville - Étage 6 - Porte 575009 PARIS

Née le 21/01/1979 à Semur-en-Auxois (21140)

-Mme Hoos Martine

Tendance Crue

7 Rue Jean Zay - 30150 ROQUEMAURE

Née le 22/04/1966 à Avignon (84000)

-Mr Olivier Philippe

7 route de la Bazinière - 79160 SAINT-MAIXENT-DE-BEUGNÉ

Né le 05/10/1971 à Les Essarts (85140)

-Mr Glémet Philippe

1 Chemin de Girard - 17270 CERCOUX

Né le 02/01/1970 à Libourne (33500)

-Mr Glémet Michel

4 chemin de Girard - 17270 CERCOUX

Né le 22/04/1937 à Saint-Caprais de Blaye (33820)

AY AV. CG

-Mme Rozat Muriel

100 rue des Orteaux - 75020 PARIS

Née le 22/08/1962 à Bar-sur-Aube (10200)

-Mr Laïfaoui Yassir

247 rue Marcadet - 75018 PARIS

Né le 07/09/1984 à Paris 13e (75013)

-Mme Resplandy Mathilde

49 Rue de Village - 13006 MARSEILLE

Née le 18/06/1985 à Orange (84100)

-Mme Couton Sandrine

10 La Grande Courbe - 44450 SAINT-JULIEN-DE-CONCELLES

Née le 08/06/1978 à Nantes (44000)

-Mr Viard Éric

60 chemin des comminques - 30980 LANGLADE

Né le 06/08/1972 à Épinal (88000)

-Mme Viard Aurélie

60 chemin des comminques - 30980 LANGLADE

Née MAZERM le 13/11/1976 à Lyon (69000)

-Mr Vasseur Woolfenden Ismail

1 rue du petit champ Lieu-dit La Reliette - 86600 CELLE L'EVECAULT

Né le 08/02/1966 à Paris 12e (75012)

-Mme Gros-Desormeaux Sandra

2 allée DantonAppartement B19 - 86000 POITIERS

Née le 11/02/1982 à Schoëlcher (Martinique – 97233)

AY AV. CG

-Mme Sudot Catherine

12 L'Âge - 87510 PEYRILHAC

Née le 08/03/1964 à Paris 20e (75020)

-Mme Burlya Le Gouil Maria

39 boulevard de Montmorency -75016 PARIS

Née le 01/02/1982 à Kiev (Ukraine - 03058)

-Mr Pannetier Christophe

85 rue de la Côte des Chênes - 93110 ROSNY SOUS BOIS

Né le 16/08/1978 à Saint-Dizier (52100)

-Mme Aguessy Maël

10 Rue Germain Dardan - 92120 MONTRouGE

Née le 26/12/1989 à Saint-Maurice (94410)

-Mme Toller Nathalie

Avenue du Martin-Pêcheur 46/16 - 1170 BRUXELLES – Belgique

Née le 12/10/68 à Ixelles (Belgique - 1050)

-Mme Massé Nathalie

15 Rue de Prejasson - 86240 FONTAINE-LE-COMTE

Née le 26 août 1982 à NIORT (79000)

-Mr Demer Sylvain

15 Rue de Prejasson - 86240 FONTAINE-LE-COMTE

Né le 19 avril 1983 à POITIERS (86000)

-Mme Hlyn Émilie

3 Rue Pierre de Coubertin - 34490 LIGNAN-SUR-ORB

Née le 18/10/1984 à Charleville-Mézières (08000)

AY AV EG

-Mme Voissière Christine

7 rue de la Mairie - 63720 CHAVAROUX

Née le 12/06/1977 à Clermont-Ferrand (63000)

-Mme Duchemin Leslie

488 rue de la Cohorte - 14990 BERNIÈRES-SUR-MER

Née le 03/12/1983 à Caen (14000)

-Mme Glémet Dominique

11B Avenue Marius Chorot - 38430 MOIRANS

Née le 16/01/1966 à Libourne (33500)

-Mr Durand Didier

12 Rue Léon Pinel - 38600 FONTAINE

Né le 11/06/1964 à Grenoble (38000)

-Mme Daci-Besbas Malika

15Bis Boulevard de Gourgues - 93600 AULNAY-SOUS-BOIS

Née le 16/08/1962 à Ain Turk (Algérie - 31014)

-Mme Sellier Céline

8 La Marchaizière - 85670 SAINT-ÉTIENNE-DU-BOIS

Née le 31/01/1979 à Chenôve (21300)

-Mme Moglia Lucile

48 rue Longueville - 02100 SAINT QUENTIN

Née le 29/08/1994 à Reims (51100)

Ay A.V, CG

-Mme Petit Adeline

3 Rue des Écoles - 71500 LOUHANS

Née Gaillot le 27/07/1982 à Migennes (89400)

-Mme Gréca Agnès

2 Chemin de la Coustie - 81300 GRAULHET

Née le 16/04/1984 à Les Lilas (93260)

-Mme Barbarin Marion

18 Rue Vaudétard - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Née le 10/09/1981 à Cannes (06400)

-Mr Becouze Florian

67 avenue du Général De Gaulle - 94170 LE PERREUX SUR MARNE

Né le 07/04/1986 à Thiers (63300)

-Mr Sené Michael

5 rue de la Gare - 59159 MARCOING

Né le 08/02/1972 à Cambrai (59400)

-Mr Sené Kévin

5 rue de la Gare - 59159 MARCOING

Né le 22/06/1993 à Cambrai (59400)

-Mme Dantan Virginie

5 chemin des 5 Noyers - 86240 LIGUGÉ

Née le 05/08/1975 à Poitiers (86000)

-Mme Viala Aurélie

22 Rue Jules Verne - 89100 SENS

Née le 27/06/1988 à Montpellier (34000)

NY AN CG

-Mme Di Cola Patricia

67 rue Principale - 57670 VIBERSKVILLER

Née le 01/07/1969 à Strasbourg (67200)

-Mme Ibars Pascale

18 place Henri Barbusse - Appartement 45 - 86000 POITIERS

Née le 19/11/1968 à Poitiers (86000)

-Mme Boué Patricia

330 Route de la Treille - 81500 LUGAN

Née le 06/02/1975 à Saint Gaudens (31800)

-Mr Faye Arnaud

49 chemin du Replot - 63111 DALLET

Né le 08/09/1978 à Clermont-Ferrand (63000)

-Mr Pasquier Fabrice

ZA les Erondières – BAT 1 – 86240 LIGUGE

Né le 02/08/1973 à Poitiers (86000)

-Mme Yonnet Mathilde

25 route de Rouillé – 86 600 CURZAY SUR VONNE

Né le 17/05/1980 à Saintes (17000)

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme par actions simplifiée.

AY A.V. CG

ARTICLE 1 – FORME

La société est constituée sous forme d'une société par actions simplifiées régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger directement ou indirectement :

ACTIVITÉ PRINCIPALE :

Section C : Industrie manufacturière

Division 10 : Industries alimentaires

10.3 Transformation et conservation de fruits et légumes

La **SAS A.C.V. Food** dont le sigle signifie Alain, Christine et Virgile (les prénoms de ses 3 fondateurs historiques) mais aussi Alimentation Crue et Vivante, a pour principal objet social tant en France qu'à l'étranger, tant pour son compte que pour le compte de tiers, la production et la transformation agroalimentaires ainsi que la vente des produits qu'elle fabrique et commercialise sous sa marque Version Crue, et toutes autres marques à créer ou à acquérir, par tout canal de distribution connu ou à découvrir, qu'il soit direct ou non.

De manière générale, la SAS **A.C.V. Food**, œuvrant dans le domaine de l'alimentation, de la nutrition, de la santé, du bien-être et des industries connexes, a pour but :

– Toutes activités destinées à la promotion de l'alimentation crue et vivante, par tous moyens de communication actuels et à venir ;

– Toutes activités de traiteur lors d'événements dont elle serait l'organisatrice, ou pour le compte de clients extérieurs, tels que salons, foires, festivals, mariages, anniversaires, baptêmes, goûters, avant-premières, soirée à thèmes, soirées d'entreprises, lancement de produits, conventions, séminaires, concerts, spectacles, inaugurations, etc.... ;

– Toutes activités de restauration, qu'elle soit traditionnelle ou rapide ; la préparation de plats cuisinés, la vente sur place et/ou à emporter, la livraison à domicile, la vente de boissons conformément à la législation en vigueur ;

– Toutes activités de création, gestion et administration de restaurants indépendants ou de chaînes de restaurants, cafétérias, salons de thé, snack-bars, Food trucks, etc.... ;

– Toutes activités agricoles : maraîchage, arboriculture, floriculture, sylviculture, aquaculture, etc.... ;

– Toutes activités de fabrication, achat et vente, importation et exportation, de commerce en gros et au détail, en boutique physique et en ligne, de toutes marchandises alimentaires et non alimentaires conformément à la législation en vigueur ;

– Toutes activités de prestation de services, coaching, aide et accompagnement, conseil et suivi aux particuliers et aux entreprises ;

Ay A.V. CG

–Toutes activités d'audit, certification et labellisation ;

–Toutes activités de pédagogie, éducation, enseignement, apprentissage, échange de savoirs et de compétences, au moyen de formations, cours, stages, ateliers en présentiel et en ligne ;

–Toutes activités d'édition, production et exploitation d'œuvres musicales et d'enregistrements sonores, quelle qu'en soit la méthode de diffusion (support physique ou numérique, streaming, radio, web, etc....) ;

–Toutes activités de production, réalisation, distribution, acquisition, exploitation, importation et exportation, vente, diffusion d'œuvres audiovisuelles et multimédias (films cinématographiques, télévisuels, courts et longs métrages, documentaires, reportages, séries, vidéos en ligne, etc....) ;

–Toutes activités d'édition, publication et exploitation de livres, périodiques, journaux, magazines, sous forme imprimée et numérique ;

–Toutes activités de conception, organisation, production et diffusion de spectacles, de manifestations et d'événements à caractère artistique, pédagogique, sportif et culturel tels que concerts, spectacles vivants, projections de films, ciné débats, séminaires, conférences, fêtes, festivals, foires, salons, marchés, etc.... ;

–Toutes activités de conception, organisation et vente de voyages et de séjours individuels et collectifs ;

–Toutes activités d'accueil et d'hébergement à but éducatif, touristique, thérapeutique ou d'insertion sociale ;

–Toutes activités d'acquisition, construction, rénovation, gestion, administration, exploitation, location et vente de biens immobiliers, qu'ils soient à usage d'habitation, de bureaux, de stockage, à usage touristique, éducatif, industriel ou encore à usage mixte.

Dans la poursuite de son objet social, la SAS **A.C.V. Food** peut participer, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, par voie de prise d'intérêts, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement dans toutes sociétés existantes ou à créer, par voie de conclusion de tous types de contrats commerciaux ; l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, marques et brevets concernant ces activités, et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, économiques, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire, connexe ou complémentaire.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : « A.C.V. FOOD »

AY A.V. EG

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes les correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 34 Grande Rue – 86 240 LIGUGE

Il peut être transféré en tout endroit par décision du président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

Les soussignés apportent à la société :

Apports en numéraire :

Une somme en numéraire de onze mille euros (11 000.00 euros), correspondant à 275 actions de numéraire, d'une valeur nominale de quarante euros (40 euros) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 28/10/2021 par la Banque Crédit Coopératif – 12 boulevard Pesaro – CS 10002 – 92 024 Nanterre Cedex- dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit 11 000.00 euros, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à ladite banque.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de onze mille euros (11 000.00 euros)

AY AL CG

Toutes les actions sont de même catégorie.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I – Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres du capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans des conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au président dans les conditions fixées à l'article L.225-129-2 du Code du commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II – La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au président tous pouvoirs pour la réaliser.

III – La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L.225-198 et suivants du Code du commerce.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

AY AN CG

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de 30 jours suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 12 – PREEMPTION

La cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des

AY AU EG

dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de 30 jours de ladite notification, le président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qui disposeront d'un délai de 30 jours pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de 30 jours, le président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra se soumettre à la procédure d'agrément suivante :

ARTICLE 13 – AGREMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au président de la Société en indiquant les nom, prénom et adresse du cessionnaire, le nombre de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas été motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les 30 jours qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

AY AV EG

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de 30 jours, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelé.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscriptions à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 14 – LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 15 – SORTIE CONJOINTE

Dans l'hypothèse où un associé envisagerait de céder à un tiers tout ou partie de ses actions, il s'engage à faire racheter par l'acquéreur de ses actions toutes les actions de ses coassociés que ceux-ci présenteront à la vente, aux mêmes conditions, ce dont l'associé cédant se portera solidairement garant.

A cet effet, l'associé cédant notifiera son projet de cession à chacun de ses coassociés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 30 jours au moins avant la réalisation de l'opération projetée, en indiquant l'identité et les coordonnées de l'acquéreur, le nombre de titres concernés, le prix envisagé et les modalités de paiement de ce prix.

AY AV. EG

Ses coassociés disposeront alors d'un délai de 30 jours, à compter de la réception de cette notification, pour faire savoir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'associé cédant, s'ils entendent faire usage de la faculté de sortie conjointe.

Passé ce délai, ils seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.

En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe, les coassociés s'engagent à céder la totalité de leurs titres à l'acquéreur au prix et aux conditions de paiement proposés dans la transaction principale et l'associé cédant s'engage à ne réaliser l'opération projetée qu'après que ses coassociés auront été mis en mesure d'accepter et d'exercer leurs droits.

ARTICLE 16 – MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

Tous les associés personnes morales doivent notifier à la Société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.

En cas de modification au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président dans un délai de 15 jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le président peut consulter la collectivité des associés sur l'exclusion éventuelle de la société dont le contrôle a été modifié, la procédure d'exclusion et ses effets étant décrits dans l'article suivant.

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, si l'exclusion n'est pas prononcée ou si la décision d'exclusion est annulée pour cause de non régularisation de la cession des actions de l'associé concerné, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 17 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

AY AV. CG

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de sceller les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 18 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 19 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés prise à la majorité simple.

AY AV. EG

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Révocation

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 50 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité simple. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- Exclusion du Président associé.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

AY AV. EG

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut pas sans l'accord préalable de la collectivité des associés effectuer les opérations suivantes :

- Acquisition ou cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail ;
- Acquisition, cession ou apport de fonds de commerce
- Création ou cession de filiales
- Modification de la participation de la Société dans ses filiales
- Acquisition ou cession de participation dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques
- Création et suppression de succursales, agences ou établissements de la société
- Prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce
- Prise ou mise en location de tous biens immobiliers
- Conclusion de tous contrats de crédit-bail immobilier
- Investissements quelconques portant sur une somme supérieure à 30 000 euros par opération
- Emprunts sous quelque forme que ce soit d'un montant supérieur à 10 000 euros
- Cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la Société
- Crédits consentis par la Société hors du cours normal des affaires
- Adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 20 – DIRECTEUR GENERAL

Désignation :

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer à la majorité des deux tiers un Directeur Général, personne physique ou morale.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils désignent.

AY AV. EG

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions :

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat de Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celle-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis d'1 mois, lequel pourra être réduit lors de consultation des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Révocation :

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés sur proposition du Président, prise à la majorité des deux tiers. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, Le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- Exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération :

Le Directeur Général peut percevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général :

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

AY AV. CG

ARTICLE 21 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L.227-10 du Code du commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code du commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 22 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, à la majorité (Majorité requise pour l'adoption des décisions n'entraînant pas modification des statuts), procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la

AY AV CG

Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

ARTICLE 23 – REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L.233-62 du Code du travail auprès du président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social 15 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le président accuse réception de ces demandes dans les 8 jours de leur réception.

ARTICLE 24 – DECISIONS COLLECTIVES

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions règlementées ;
- Nomination des Commissaires aux Comptes
- Augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
- Transformation de la Société
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif ;
- Dissolution et liquidation de la Société ;
- Augmentation des engagements des associés ;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions
- Nomination, révocation et rémunération des dirigeants ;
- Modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- Autorisation des décisions du Président visées à l'article 20 des statuts.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du président.

ARTICLE 25 – FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

AY AV, CG

ARTICLE 26 – CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 8 jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 27 – ASSEMBLEE GENERALE

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 8 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 30 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social 8 jours au moins avant la date de la réunion. Le président accuse réception de ces demandes dans les 8 jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens du vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

AY AV, CG

Lors de chaque assemblée, le président de séance peut décider de mentionner l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, dans le procès-verbal ou dans une feuille de présence qu'il certifiera après l'avoir fait émarger par les associés présents et les mandataires.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 28 – REGLES D'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions réglementées ;
- Nomination des Commissaires aux Comptes ;
- Augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
- Transformation de la Société ;
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif ;
- Dissolution et liquidation de la Société ;
- Augmentation des engagements des associés ;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions ;
- Nomination, révocation et rémunération des dirigeants ;
- Modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- Autorisation des décisions du Président visées à l'article 20 des statuts.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du président.

ARTICLE 29 – PROCES – VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 30 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier 1^{ER} Septembre et finit le trente et un aout.

AY AV, 2G

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 août 2022.

ARTICLE 31 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L.225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 32 – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

AY A.V. EG

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de report à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Or le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 33 – PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 34 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

AY
AV. CG

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 35 – TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 36 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

AY AV CG

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 37 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 38 – NOMINATION DES DIRIGEANTS

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

- Monsieur AUFFRAY Virgile
Demeurant, 34 Grande Rue – 86 240 LIGUGE
Né le à 25/03/1976
De nationalité Française,

Monsieur AUFFRAY Virgile accepte les fonctions de Président et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

AY AV CG

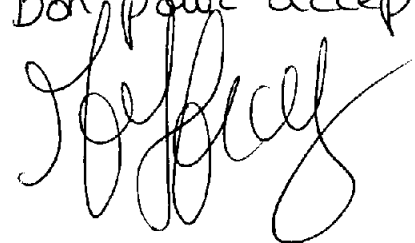
ARTICLE 38 – FORMALITES DE PUBLICITE – POUVOIRS – FRAIS

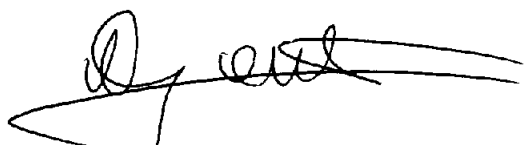
Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

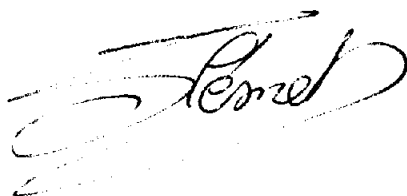
- Procéder à l'enregistrement des statuts auprès du Service des impôts compétent ;
- Signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- Effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- A cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Fait à LIGUGE le 28 octobre 2021

Bon pour acceptation des fonctions de Président



AY



SAS : A.C.V. FOOD

Société Anonyme par actions simplifiée
au capital de 11 000 euros

Siège Social : 34 Grande Rue
86 240 LIGUGE

ETAT DES SOUSCRIPTIONS ET DES VERSEMENTS

	Nombre d'actions souscrites	Valeur Nominale	Montant des souscriptions	Souscription totale
AUFFRAY VIRGILE	50	40 €	2 000 €	2 000 €
YONNET ALAIN	50	40 €	2 000 €	2 000 €
GLEMET CHRISTINE	50	40 €	2 000 €	2 000 €
BOURDEILH YOANN	15	40 €	600 €	600 €
ROVIRA FLORENCE	3	40 €	120 €	120 €
BUU CHRISTELE	3	40 €	120 €	120 €
DOUARD ANNE MARIE	3	40 €	120 €	120 €
BEHAR PASCAL	3	40 €	120 €	120 €
MARQUIS FLORE	3	40 €	120 €	120 €
DURAND MARJORIE	1	40 €	40 €	40 €
RIBLET VANESSA	1	40 €	40 €	40 €
RIBLET CORINE	2	40 €	80 €	80 €
RIBLET PATRICE	2	40 €	80 €	80 €
GUILLAUMIN YVES	1	40 €	40 €	40 €
DHENAIN CLAIRE	1	40 €	40 €	40 €
HOOS MARTINE	1	40 €	40 €	40 €
OLIVIER PHILIPPE	1	40 €	40 €	40 €
GLEMET PHILIPPE	2	40 €	80 €	80 €
GLEMET MICHEL	2	40 €	80 €	80 €
ROZAT MURIEL	2	40 €	80 €	80 €
LAIFAQUI YASSIR	6	40 €	240 €	240 €
RESPLANDY MATHILDE	2	40 €	80 €	80 €
COULTON SANDRINE	1	40 €	40 €	40 €
VIARD ERIC	2	40 €	80 €	80 €
VIARD AURELIE	2	40 €	80 €	80 €
VASSEUR WOOLFENDEN ISMAIL	7	40 €	280 €	280 €
GROS DESORMEAUX SANDRA	1	40 €	40 €	40 €
SUDOT CATHERINE	1	40 €	40 €	40 €
BURLYA MARIYA	1	40 €	40 €	40 €
PANNETIER CHRISTOPHE	3	40 €	120 €	120 €
AGUESSY MAEL	2	40 €	80 €	80 €
TOLLER NATHALIE	1	40 €	40 €	40 €
MASSE NATHALIE	1	40 €	40 €	40 €
DEMER SYLVAIN	1	40 €	40 €	40 €
HLYN EMILIE	4	40 €	160 €	160 €
VOISSIERE CHRISTINE	1	40 €	40 €	40 €
DUCHEMIN LESLIE	1	40 €	40 €	40 €
GLEMET DOMINIQUE	4	40 €	160 €	160 €
DURAND DIDIER	1	40 €	40 €	40 €
DACI BESBAS MALIKA	1	40 €	40 €	40 €
SELLIER CELINE	2	40 €	80 €	80 €
MOGLIA LUCILE	1	40 €	40 €	40 €
PETIT ADELINE	2	40 €	80 €	80 €
GRECA AGNES	1	40 €	40 €	40 €
BARBARIN MARION	1	40 €	40 €	40 €
BECOUZE FLORIAN	1	40 €	40 €	40 €
SENE MICHAEL	10	40 €	400 €	400 €
SENE KEVIN	2	40 €	80 €	80 €
DANTAN VIRGINIE	2	40 €	80 €	80 €
VIALA AURELIE	2	40 €	80 €	80 €
DI COLA PATRICIA	1	40 €	40 €	40 €
IBARS PASCALE	1	40 €	40 €	40 €
BOUE PATRICIA	1	40 €	40 €	40 €
FAYE ARNAUD	1	40 €	40 €	40 €
YONNET MATHILDE	3	40 €	120 €	120 €
PASQUIER FABRICE	5	40 €	200 €	200 €

Le présent état qui constate la souscription de 275 actions de la société A.C.V. FOOD, ainsi que le versement de la somme de onze mille euros correspondant à la totalité du nominal des dites actions, est certifié exact, sincère et véritable par Mr AUFRAY Virgile, Mr YONNET Alain, Mme GLEMET Christine, Les fondateurs.

Fait à Liguge, le 28 octobre 2021